

## MINISTERE WALLON DE L'EQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS

F. 2000 — 2986

[C — 2000/27527]

**8 NOVEMBRE 2000. — Arrêté du Gouvernement wallon  
fixant les restrictions de décollage et d'atterrissage sur les aéroports relevant de la Région wallonne**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 6, § 1<sup>er</sup>, X, 7°, modifié par les lois spéciales du 8 août 1988 et du 16 juillet 1993;

Vu la loi du 27 juin 1937 portant révision de la loi du 16 novembre 1919 relative à la réglementation de la navigation aérienne, notamment l'article 5;

Vu le décret du 23 juin 1994 relatif à la création et à l'exploitation des aéroports et aérodromes relevant de la Région wallonne;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 27 septembre 2000 en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, modifié par les lois du 4 août 1996, du 8 septembre 1997 et du 25 mai 1999;

Considérant qu'il convient sans délai de maîtriser les nuisances provoquées par l'activité aéroportuaire sur le territoire de la Région wallonne par une limitation acoustique des mouvements des avions ne répondant pas aux normes les plus strictes en matière acoustique;

Qu'il convient également de restreindre pour les mêmes raisons les vols d'entraînement et les essais moteurs;

Sur proposition du Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Au sens du présent arrêté, on entend par :

1° « avion à réaction subsonique civil » : un avion dont la masse maximale au décollage est égale ou supérieure à 34 000 kilogrammes ou dont l'aménagement intérieur maximal certifié pour le type donné de l'avion comporte plus de 19 sièges passagers à l'exclusion de tout siège réservé à l'équipage, et équipé de moteurs dont le taux de dilution est inférieur à 3;

2° « avion à réaction subsonique civil dont le certificat a été renouvelé » : un avion initialement certifié selon les critères du chapitre 2 ou selon des normes équivalentes, ou initialement non certifié sur le plan acoustique puis modifié afin de répondre aux normes du chapitre 3, soit directement, par des mesures techniques, soit indirectement, par des mesures restreignant l'exploitation; les avions à réaction subsonique civils qui, initialement, n'ont pu avoir une double certification aux normes du chapitre 3 que par des restrictions de poids doivent être considérés comme des avions dont le certificat a été renouvelé; les avions à réaction subsoniques civils qui ont été modifiés afin de répondre aux normes du chapitre 3, dont les moteurs ont été entièrement remplacés par des moteurs dont le taux de dilution est égal ou supérieur à trois ne doivent pas être considérés comme des avions dont le certificat a été renouvelé;

3° « chapitre 2 et chapitre 3 » : les normes de bruit définies à l'annexe 16, volume I, deuxième partie, chapitre 2 et chapitre 3 de la Convention relative à l'aviation civile internationale signée à Chicago le 7 décembre 1944 et approuvée par la loi du 30 avril 1947, troisième édition (juillet 1993).

**Art. 2.** L'autorité aéroportuaire est habilitée à exiger de tout exploitant tout document et information technique relatif à l'aéronef exploité.

En outre, elle est autorisée à interdire l'envol de tout aéronef pour lequel les documents demandés n'auraient pas été fournis.

**Art. 3.** Les avions classés chapitre 2 sont interdits d'exploitation sur les aéroports relevant de la Région wallonne.

Toutefois, sur proposition de l'entité gestionnaire de l'aéroport et après avis de son administration, le Ministre qui a l'Équipement et l'Exploitation des aéroports dans ses compétences pourra autoriser leur exploitation sur un aéroport relevant de la Région wallonne entre 7 et 23 heures (heures locales) jusqu'au 1<sup>er</sup> avril 2002.

**Art. 4.** Les avions à réaction subsoniques civils dont le certificat a été renouvelé sont interdits d'exploitation sur les aéroports relevant de la Région wallonne entre 23 et 7 heures (heures locales).

Toutefois, leur exploitation sur un aéroport relevant de la Région wallonne est autorisée durant cette période et jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 2002, pour autant qu'ils y aient été exploités avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Les vols d'entraînement des aéronefs à réaction ou des aéronefs à hélice de plus de 6 000 kg ne sont autorisés au départ des aérodromes publics wallons que du lundi au vendredi entre 7 et 21 heures (heures locales) à l'exception des jours fériés et des périodes de congés scolaires officiels de la Communauté française de Belgique et pour autant que l'exploitant ait déjà effectué des vols de ce type sur le territoire de la Région wallonne avant l'entrée en vigueur du présent arrêté ou qu'il développe une activité de type commercial sur le même territoire.

§ 2. Les essais moteurs à l'air libre sont interdits au départ des aéroports publics wallons entre 21 et 9 heures (heures locales).

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. Ne sont pas visés par les articles 3 et 4 du présent arrêté :

1° le décollage et l'atterrissage des avions transportant des membres de la Famille royale belge, du Gouvernement fédéral, des Gouvernements régionaux et communautaires et des Familles royales étrangères, des Chefs d'Etats ou des Chefs de Gouvernements étrangers, le président et les commissaires de l'Union européenne, en mission officielle;

2° les décollages et atterrissages en rapport avec des missions humanitaires;

3° les décollages et atterrissages en rapport avec des missions militaires;

4° les décollages et atterrissages s'effectuant dans des circonstances exceptionnelles telles que :

a) lors de vols pour lesquels il y a un danger immédiat pour la vie ou la santé, tant des hommes que des animaux;

b) lorsque des vols sont déviés vers un aéroport pour des raisons météorologiques.

5° les décollages et atterrissages s'effectuant avec un retard par rapport à l'horaire initialement prévu pour autant que celui-ci ne soit pas imputable aux compagnies aériennes.

§ 2. Le Ministre qui a l'Équipement et l'Exploitation des aéroports dans ses attributions ou son délégué peut, à titre exceptionnel et sur demande explicitement justifiée, autoriser le décollage ou l'atterrissage d'un avion visé aux articles 3 et 4.

**Art. 7.** L'arrêté du Gouvernement wallon du 12 mars 1998 fixant les restrictions de décollage et d'atterrissage sur les aéroports relevant de la Région wallonne est abrogé.

**Art. 8.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 9.** Le Ministre qui a l'Équipement et l'Exploitation des aéroports dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 8 novembre 2000.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VANCAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Économie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,  
S. KUBLA

#### ÜBERSETZUNG

#### WALLONISCHES MINISTERIUM FÜR AUSTRÜSTUNG UND TRANSPORTWESEN

D. 2000 — 2986

[C — 2000/27527]

#### 8. NOVEMBER 2000 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Start- und Landebeschränkungen auf den Flughäfen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des Artikels 6, § 1, X, 7°, abgeändert durch die Sondergesetze vom 8. August 1988 und vom 16. Juli 1993;

Aufgrund des Gesetzes vom 27. Juni 1937 zur Revision des Gesetzes vom 16. November 1919 über den Luftverkehr, insbesondere des Artikels 5;

Aufgrund des Dekrets vom 23. Juni 1994 über die Schaffung und den Betrieb von Flughäfen und Flugplätzen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen;

Aufgrund des am 27. September 2000 in Anwendung des Artikels 84, Absatz 1 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, abgeändert durch die Gesetze vom 4. August 1996, vom 8. September 1997 und vom 25. Mai 1999, abgegebenen Gutachtens des Staatsrats.

In der Erwägung, dass es angebracht ist, unverzüglich die durch den Flugbetrieb auf dem Gebiet der Wallonischen Region verursachten Lärmbelastungen durch eine akustische Einschränkung des Verkehrs der Flugzeuge, die nicht strengstens den Normen in Sachen Schallemissionen entsprechen, unter Kontrolle zu halten; dass aus denselben Gründen die Übungsflüge und Maschinentests einzuschränken sind.

Auf Vorschlag des Ministers der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,

Beschließt:

**Artikel 1** - Im Sinne des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° "ziviles Unterschall-Strahlflugzeug": ein Flugzeug mit einer höchstzulässigen Abflugmasse von mindestens 34 000 kg oder mit einer für den betreffenden Flugzeugtyp bescheinigten zulässigen Kapazität von mehr als 19 Fluggastsitzen, ausgenommen der Besatzung vorbehaltene Sitze, das von Triebwerken mit einem Nebenstromverhältnis von weniger als 3 angetrieben wird;

2° "neubescheinigtes ziviles Unterschall-Strahlflugzeug": ein Flugzeug, für das ursprünglich eine Bescheinigung nach Kapitel 2 oder einer gleichwertigen Norm ausgestellt wurde oder das ursprünglich nicht über eine Lärmbescheinigung verfügte und das umgerüstet wurde, um die Normen des Kapitels 3 entweder unmittelbar durch technische Maßnahmen oder mittelbar durch Betriebsbeschränkungen zu erfüllen; zivile Unterschall-Strahlflugzeuge, für die ursprünglich nur eine Mehrfachbescheinigung in Bezug auf die Normen des Kapitels 3 aufgrund von Massenbeschränkungen ausgestellt werden konnte, gelten als neubescheinigte Luftfahrzeuge; zivile Unterschall-Strahlflugzeuge, die umgerüstet wurden, um die Normen des Kapitels 3 durch eine vollständige Neuausrüstung mit Triebwerken mit einem Nebenstromverhältnis von 3 oder mehr zu erfüllen, gelten nicht als neubescheinigte Luftfahrzeuge;

3° "Kapitel 2 und Kapitel 3": die in Band I Teil II Kapitel 2 und Kapitel 3 der Anlage 16 des am 7. Dezember 1944 in Chicago unterzeichneten und durch das Gesetz vom 30. April 1947 verabschiedeten Abkommens über die Internationale Zivilluftfahrt, dritte Ausgabe (Juli 1993), festgelegten Lärmemissionsnormen.

**Art. 2** - Die Flughafenbehörde ist befugt, von jedem Betreiber jegliche Unterlage oder technische Auskunft bezüglich des sich in Betrieb befindenen Luftfahrzeugs zu fordern.

Außerdem ist sie befugt, den Abflug eines jeden Luftfahrzeugs zu untersagen, für das die geforderten Unterlagen nicht geliefert wurden.

**Art. 3** - Der Betrieb der in Kapitel 2 eingeordneten Flugzeuge ist auf den unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallenden Flughäfen untersagt.

Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Ausrüstung und der Betrieb der Flughäfen gehören, kann jedoch auf Vorschlag des Leitungsorgans des Flughafens und nach Einholung des Gutachtens seiner Verwaltung den Betrieb dieser Flugzeuge auf einem unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallenden Flughafen zwischen 7 und 23 Uhr (Ortszeit) bis zum 1. April 2002 zulassen.

**Art. 4** - Der Betrieb neubescheinigter ziviler Unterschall-Strahlflugzeuge auf einem unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallenden Flughafen ist zwischen 23 und 7 Uhr (Ortszeit) untersagt.

Ihr Betrieb auf einem unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallenden Flughafen ist jedoch während dieses Zeitraums und bis zum 1. Juli 2002 zugelassen, insofern sie sich vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses in Betrieb befinden.

**Art. 5** - § 1. Die Übungsflüge der strahl- oder propellergetriebenen Luftfahrzeuge von mehr als 6 000 kg sind von den wallonischen öffentlichen Flugplätzen aus lediglich von Montags bis Freitags zwischen 7 und 21 Uhr (Ortszeit) zugelassen, und zwar mit Ausnahme der Feiertage und der offiziellen Schulferien der französischen Gemeinschaft von Belgien und insofern der Betreiber bereits derartige Flüge auf dem Gebiet der Wallonischen Region vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses vorgenommen hat oder er eine Tätigkeit kommerzieller Art auf demselben Gebiet aufbaut.

§ 2. Die Maschinentests im Freien sind von den wallonischen öffentlichen Flughäfen aus zwischen 21 und 9 Uhr (Ortszeit) untersagt.

**Art. 6** - § 1. Folgende Handlungen sind nicht von den Artikeln 3 und 4 des vorliegenden Erlasses betroffen:

1° das Starten und Landen der Flugzeuge, die Mitglieder der belgischen Königsfamilie, der föderalen Regierung, der Regional- und Gemeinschaftsregierungen, der ausländischen Königsfamilien, ausländische Staatsoberhäupter oder Regierungschefs, den Präsidenten und die Kommissare der Europäischen Union in offiziellem Auftrag befördern;

2° das Starten und Landen in Zusammenhang mit humanitären Einsätzen;

3° das Starten und Landen in Zusammenhang mit militärischen Aufträgen;

4° das Starten und Landen unter außergewöhnlichen Umständen wie:

a) Flüge, bei denen eine unmittelbare Gefahr für das Leben oder die Gesundheit sowohl der Menschen als auch der Tiere besteht;

b) Flüge, die aus meteorologischen Gründen auf einen anderen Flughafen umgeleitet werden.

5° das Starten und Landen mit Verspätung im Verhältnis zum ursprünglich vorgesehenen Zeitplan, insofern sie nicht den Fluggesellschaften zur Last gelegt werden kann.

§ 2. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Ausrüstung und der Betrieb der Flughäfen gehören, oder sein Bevollmächtigter kann in Ausnahmefällen und auf ausdrücklich gerechtfertigte Anfrage das Starten und Landen eines in den Artikeln 3 und 4 erwähnten Flugzeugs erlauben.

**Art. 7** - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. März 1998 zur Festlegung der Start- und Landebeschränkungen auf den Flughäfen, die unter Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, wird außer Kraft gesetzt.

**Art. 8** - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im Belgischen Staatsblatt in Kraft.

**Art. 9** - Der Minister zu dessen Zuständigkeitsbereich die Ausrüstung und der Betrieb der Flughäfen gehören, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 8. November 2000

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,  
S. KUBLA

VERTALING

WAALS MINISTERIE VAN UITRUSTING EN VERVOER

N. 2000 — 2986

[C — 2000/27527]

**8 NOVEMBER 2000. — Besluit van de Waalse Regering  
tot beperking van de opstijgingen en landingen op de luchthavens  
die onder het Waalse Gewest ressorteren**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 6, § 1, X, 7°, gewijzigd bij de bijzondere wetten van 8 augustus 1988 en 16 juli 1993;

Gelet op de wet van 27 juni 1937 houdende herziening van de wet van 16 november 1919 betreffende de regeling der luchtvaart, inzonderheid op artikel 5;

Gelet op het decreet van 23 juni 1994 betreffende de oprichting en de uitbating van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens en vliegvelden;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 27 september 2000, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, gewijzigd bij de wetten van 4 augustus 1996, 8 september 1997 en 25 mei 1999;

Overwegende dat de hinder veroorzaakt door de luchthavenbedrijvigheid op het grondgebied van het Waalse Gewest zo spoedig mogelijk bedwongen moet worden door het opleggen van een geluidsbeperking voor vliegtuigbewegingen die de strengste geluidsnormen niet in acht nemen; dat ook de oefenvluchten en motortests om dezelfde redenen moeten worden beperkt;

Op de voordracht van de Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,

Besluit :

**Artikel 1.** In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "civiel subsonisch straalvliegtuig", een civiel subsonisch straalvliegtuig met een gecertificeerde maximumstart-massa van 34 000 kg of meer of met een voor het betrokken vliegtuigtype gecertificeerde maximumcapaciteit van meer dan 19 stoelen, de uitsluitend voor de bemanning bestemde stoelen niet meegerekend, en aangedreven met motoren met een omloopverhouding van minder dan 3;

2° "gerecertificeerd civiel subsonisch straalvliegtuig", een civiel subsonisch straalvliegtuig dat oorspronkelijk is gecertificeerd op basis van de hoofdstuk 2- of gelijkwaardige normen, dan wel waarvoor oorspronkelijk geen geluidscertificering heeft plaatsgevonden, dat is aangepast aan de hoofdstuk 3-normen, hetzij rechtstreeks door technische ingrepen of onrechtstreeks door operationele beperkingen; civiele subsonische straalvliegtuigen die oorspronkelijk alleen door middel van gewichtsbepalingen dubbel konden worden gecertificeerd overeenkomstig de hoofdstuk 3-normen, moeten als gecertificeerde vliegtuigen worden beschouwd; civiele subsonische straalvliegtuigen die zijn aangepast aan de hoofdstuk 3-normen omdat zij met geheel nieuwe motoren zijn uitgerust met een omloopverhouding van 3 of meer, worden niet als gecertificeerde vliegtuigen beschouwd;

3° "hoofdstuk 2 en hoofdstuk 3": de geluidsnormen gedefinieerd in boekdeel I, deel II, hoofdstuk 2, respectievelijk hoofdstuk 3, van bijlage 16 bij het Verdrag inzake de internationale burgerluchtvaart, ondertekend te Chicago op 7 december 1944 en goedgekeurd bij de wet van 30 april 1947, derde uitgave (juli 1993).

**Art. 2.** De luchthavenautoriteit mag van elke exploitant verlangen dat hij alle technische documenten en gegevens betreffende het geëxploiteerde luchtvaartuig overmaakt.

Ze mag bovendien de opstijging van elk luchtvaartuig verbieden waarvoor de vereiste documenten niet zijn overgemaakt.

**Art. 3.** De exploitatie van de in "hoofdstuk 2" bedoelde vliegtuigen is verboden op de luchthavens van het Waalse Gewest.

Op voorstel van de luchthavenbeheerder en na advies van zijn bestuur, kan de voor de uitrusting en de exploitatie van luchthavens bevoegde Minister hun exploitatie op een luchthaven van het Waalse Gewest evenwel toelaten tot 1 april 2002, tussen 7 en 23 uur (plaatselijk uur).

**Art. 4.** Op de luchthavens van het Waalse Gewest is de exploitatie van de gecertificeerde civiele subsonische straalvliegtuigen verboden tussen 23 en 7 uur (plaatselijk uur).

Gedurende die uren en tot 1 juli 2002 mogen ze evenwel geëxploiteerd worden op een luchthaven van het Waalse Gewest, voor zover ze er al geëxploiteerd worden vóór de inwerkingtreding van dit besluit.

**Art. 5.** § 1. Vanaf de Waalse openbare vliegvelden worden oefenvluchten van reactie- of schroefluchtvaartuigen van meer dan 6 000 kg slechts toegelaten van maandag tot vrijdag, tussen 7 en 21 uur (plaatselijk uur), behalve op feestdagen en tijdens officiële vakantieperiodes van de Franse Gemeenschap van België en voor zover de exploitant dat soort vluchten al vóór de inwerkingtreding van dit besluit organiseert op het grondgebied van het Waalse Gewest of er een activiteit van commerciële aard uitoefent.

§ 2. Op de Waalse openbare luchthavens zijn motortests in openlucht verboden tussen 21 en 9 uur (plaatselijk uur).

**Art. 6.** § 1. De artikelen 3 en 4 van dit besluit hebben niet betrekking op :

1° de opstijging en landing van vliegtuigen die leden vervoeren van de Belgische Koninklijke Familie, de federale Regering, de gewestelijke en gemeenschappelijke Regeringen en buitenlandse koninklijke families, Staatshoofden of buitenlandse Regeringsleiders, de voorzitter en de commissarissen van de Europese Unie, met officiële opdracht;

2° de opstijgingen en landingen met betrekking tot humanitaire zendingen;

3° de opstijgingen en landingen met betrekking tot militaire zendingen;

4° de opstijgingen en landingen, uitgevoerd in uitzonderlijke omstandigheden zoals :

a) bij vluchten tijdens dewelke er onmiddellijk gevaar dreigt voor het leven of de gezondheid van zowel mensen als dieren;

b) bij vluchten die naar een luchthaven worden omgeleid om meteorologische of andere redenen;

5° de opstijgingen en landingen uitgevoerd met een vertraging t.o.v. de voorziene dienstregeling, voor zover de vertraging niet te wijten is aan de luchtvaartmaatschappijen.

§ 2. Bij wijze van uitzondering en op uitdrukkelijk gemotiveerd verzoek kan de Minister die bevoegd is voor de Uitrusting en de Exploitatie van Luchthavens, of zijn afgevaardigde, de opstijging of de landing toelaten van een vliegtuig bedoeld in de artikelen 3 en 4.

**Art. 7.** Het besluit van de Waalse Regering van 12 maart 1998 tot beperking van de opstijgingen en landingen op de luchthavens die onder het Waalse Gewest ressorteren, wordt opgeheven.

**Art. 8.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 9.** De Minister tot wiens bevoegdheden de Uitrusting en de Exploitatie van Luchthavens behoren, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 8 november 2000.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,

S. KUBLA